

# LE DEVOIR

Vol. LXXXVII - No 21 ★

MONTREAL, LE VENDREDI 26 JANVIER 1996

75c + TPS + TVQ / Toronto 1.5

PERSPECTIVES

## La justice contre les «espions communistes»

Le parquet militaire de Varsovie a ouvert mercredi une enquête formelle sur le premier ministre polonais Jozef Oleksy, soupçonné d'avoir fourni des renseignements à Moscou. Hurlant son innocence mais arguant de la nécessaire «stabilité de l'État», il a remis immédiatement sa démission. La crise à Varsovie, une leçon pour l'Europe de l'Est?

Les vents sont vilains à Varsovie. Insultes à répétition, accusations de trahison, poursuites judiciaires entre politiciens... L'«espionnage» aigüé qui règne en Pologne relève en partie de la paranoïa et d'une rhétorique particulièrement féroce. Mais elle est aussi le legs inévitable d'un pays qui fut, pendant presque un demi-siècle, le satellite d'une superpuissance nommée Union soviétique.

De deux choses l'une: ou bien les accusateurs de Jozef Oleksy — au premier rang desquels figurent l'ex-président Lech Walesa et l'ex-ministre de l'Intérieur Andrzej Milczanowski — ont raison; ou bien ils ont tort. Dans les deux cas, la réputation de la Pologne et de sa classe politique en souffre.

Si le premier ministre démissionnaire a vraiment espionné au profit de l'ex-«grand frère», l'affaire peut être grave. Encore faut-il savoir quels sont exactement les faits reprochés et à quand ils remontent.



François Brousseau

Oleksy était un «apparatchik moyen» de l'ère communiste. Jusqu'en 1989, il était quasi inévitable pour une telle personne d'avoir des contacts avec du personnel soviétique en Pologne. Personnel qui devait fatalement entretenir, à un degré ou à un autre, des rapports avec un KGB alors omniprésent.

Mais les accusations qui ont récemment circulé dans la presse et dans la bouche des amis de Lech Walesa vont au delà de l'ère communiste en Europe de l'Est.

Au début des années 90, l'Union soviétique agonisante aurait versé de fortes sommes aux «partis sociaux-démocrates» comme l'ex-PC polonais pour qu'ils se maintiennent tant bien que mal sur la nouvelle scène démocratique.

Selon ce qu'indiquait la semaine dernière l'hebdomadaire *Wprost* (le *Newsweek* polonais), cette aide plantureuse — le magazine cite le chiffre de 22,7 millions de francs suisses, ou 20 millions de dollars canadiens, plus 5 millions \$ US à la centrale syndicale OPZZ — aurait été «payée» en renseignements.

Si, au contraire, le premier ministre démissionnaire arrivait à prouver son innocence devant une accusation d'espionnage au sens strict, on aurait plutôt affaire à une forme particulièrement poivrée de salissage. Mais on retomberait aussi dans un autre contexte, plus local: celui de la «politique politicienne» varsoviennne, marquée depuis cinq ans — un peu à l'image de l'Italie — par la paranoïa, la confusion et l'acrimonie.

Qu'un ministre de l'Intérieur (Milczanowski) soit à l'origine de procédures contre celui qui devait être son patron (le premier ministre Oleksy), voilà qui peut paraître incongru. C'est que, sous la présidence Walesa, trois ministères étaient sous la coupe directe du président, indépendants des majorités ou coalitions au Parlement: l'Intérieur, la Défense et les Affaires étrangères.

Il est ironique que, chassés par le suffrage universel, Lech Walesa et ses alliés usent — au moment de quitter la scène politique — de procédés judiciaires pour faire obstacle à leurs adversaires victorieux. Des adversaires qu'ils avaient eux-mêmes chassés, cinq ans plus tôt, au nom de la démocratie et de la lutte aux méthodes policières... Cruel retour des choses!

Mais cet amoncellement de petites affaires politiques — Walesa le mauvais perdant qui accuse son adversaire de «tricherie»; le ministre de l'Intérieur qui accuse son propre premier ministre d'espionnage — ne fait pas pour autant de la Pologne un pays si exceptionnel en matière de «santé démocratique»...

Certes, la démission d'un chef de gouvernement pour cause d'espionnage est chose très rare. Mais aux États-Unis, pour ne nommer que ceux-là, les accusations *ad hominem* en bas de la ceinture et le recours abusif aux tribunaux sont monnaie courante. Seulement, à la bassesse politique la mieux partagée du monde vient se conjuguer, en Pologne, un contexte historique et géopolitique particulier.

Lech Walesa, qui tient un discours alarmiste au sujet de la «recommunistation» (réelle ou supposée) de l'ancien bloc de l'Est, a déclaré que la démission d'Oleksy «est un big-bang qui pourrait réveiller d'autres pays postcommunistes ou le même genre de choses sont en train de se produire. Cela peut faire prendre conscience aux gens de la nécessité d'un grand nettoyage, à travers toute l'Europe de l'Est».

Le fait est que, de la Pologne à la Slovaquie et de la Lituanie à la Hongrie — la République tchèque représentant une rare exception —, les ex-communistes «recyclés» sont revenus au pouvoir avec une facilité et un rapidité déconcertantes.

Après quelques années à peine de «purgatoire», ils se sont parfaitement remis du choc de 1989, ont reconstitué leurs réseaux et gagné des élections libres. Ce que «l'affaire Oleksy» met au grand jour, ce sont les possibles ficelles internationales de ce singulier retour en grâce. Mais les poursuites judiciaires sont-elles le meilleur moyen d'y faire face?

POLITIQUE

Jean Campeau démissionne  
PAGE A 12



MONTREAL

AMF: négociations intensives entre le CN et le syndicat  
PAGE A 3



VISAS

Un billet pour Internet  
PAGE B 4

## Un cabinet destiné à «vendre le Canada aux Québécois»

■ Chrétien lance Dion et Pettigrew dans la mêlée  
■ Dix-huit ministres touchés par le remaniement

JEAN DION  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Trois mois après la grande peur du 30 octobre, Ottawa prend acte de ce que la tourmente dans laquelle est plongée l'unité canadienne refuse de s'estomper.

Aussi, dans l'espoir évident de panser les plaies post-référendaires dans le reste du Canada et de faire contre-poids à l'effet Lucien Bouchard au Québec, le premier ministre Jean Chrétien a-t-il décidé hier de porter un grand coup en procédant à un remaniement qui touche les deux tiers des effectifs de son conseil des ministres et apporte du muscle et de la jeunesse à son équipe québécoise.

Dans ce remue-ménage attendu depuis des lunes, le geste le plus spectaculaire de M. Chrétien consiste en la nomination du politologue Stéphane Dion, connu pour sa défense ardente du fédéralisme, aux postes névralgiques de ministre des Affaires intergouvernementales

et de président du Conseil privé. Il s'est également adjoint le consultant montréalais Pierre Pettigrew, qui hérite du nouveau portefeuille de la Coopération internationale et de la Francophonie.

«J'ai été très chanceux de les obtenir», a commenté hier le premier ministre, qui n'a pas fait mystère de son intention de «vendre le Canada aux Québécois» en agis-

VOIR PAGE A 12: CABINET



PHOTOS PC

## Stéphane Dion, un pur et dur de la réconciliation

JEAN DION  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

En avril dernier, il a déclaré qu'«il serait malhonnête de dire aux Québécois [qu']on va voter NON pour avoir du changement» et que, dans l'éventualité d'une victoire fédéraliste, «il n'y aura pas de négociations constitutionnelles dans un avenir prévisible».

En mars, à Toronto, il a dit qu'après une victoire du OUI, «plus ça fera mal [économiquement], plus l'appui à la souveraineté baissera». S'étant attiré une pluie d'insultes, il précisait le lendemain qu'il n'avait «jamais proposé de provoquer des difficultés économiques» afin de faire dérailler le processus menant à l'indépendance.

En janvier, au conseil général du Parti libéral du Québec, il a indiqué que «touchant l'intégrité du territoire du Québec en cas de sécession, vous devrez dire aux Québécois la vérité, à savoir que le droit international ne leur donne aucune garantie en ce sens, puisqu'il ne reconnaît le droit à la sécession qu'aux peuples coloniaux ou asservis. [...] Autrement dit, si le territoire du Canada devait être partagé [...], le territoire du Québec aussi pourrait être partagé».

Celui que, à la surprise générale, Jean Chrétien a choisi comme figure de proue dans sa tentative de guérir le Canada de son traumatisme post-référendaire, le nouveau ministre des Affaires intergouvernementales Stéphane

VOIR PAGE A 12: DION

VOIR AUSSI

- Bouchard trouve Stéphane Dion un peu naïf A 6
- Chrétien adopte la ligne dure face au Québec, analyse Louise Beaudoin..... A 5
- Copps ne laissera pas mourir RCL..... A 6
- L'éditorial de Lise Bissonnette: «Le remaniement du refus»..... A 10



Le premier ministre Jean Chrétien a procédé hier à un remaniement majeur de son cabinet, nommant le politologue Stéphane Dion, à la surprise générale, ministre des Affaires intergouvernementales. «Je pense que le premier ministre réalise que, si je viens à Ottawa, ce n'est pas pour dire toujours ce qu'il veut entendre, a déclaré M. Dion après son assermentation. Il sait que je suis une personne directe, que je lui dirai comment je vois les choses. Et ce que je vois aujourd'hui, c'est que ce pays est en danger.»

Meurtre de dix Casques bleus belges au Rwanda en avril 1994

## Roméo Dallaire rompt le silence

Le 7 avril 1994, dix Casques bleus belges ont été tués par des soldats rwandais. Ce massacre a soulevé une vive controverse en Belgique où un officier belge vient d'être inculpé pour «homicide involontaire» dans cette affaire. L'opinion publique belge se demande aussi ce que le chef de la mission de l'ONU sur place à l'époque, le major-général canadien Roméo Dallaire, a fait — ou n'a pas fait — pour empêcher cette tragédie. Aujourd'hui, après avoir maintenu le silence pendant des mois, le général Dallaire s'explique sur son attitude pendant ces événements dans une entrevue exclusive au *Devoir*.

JOCELYN COULON  
LE DEVOIR

Au moment de la mort des dix militaires belges aux mains de soldats rwandais, le général Dallaire avait

do pour extraire les soldats belges, j'aurais catégoriquement refusé», dit-il.

«Si un commando avait attaqué les militaires rwandais, je pense que des Casques bleus, déployés dans l'ensemble du pays, ou même des étrangers auraient pu faire l'objet de sanglantes représailles, dit-il. J'avais cela en tête. Mon analyse était qu'il s'agissait là d'une action que je ne pouvais pas ordonner.»

deux préoccupations majeures: assurer la sécurité de l'ensemble de la mission de l'ONU au Rwanda et poursuivre les négociations entre Hutus et Tutsis pour maintenir le processus de paix dans ce pays. Pour lui, ce massacre a été un acte tragique et isolé qu'il n'a pas été en mesure d'empêcher.

L'officier canadien insiste pour dire qu'il lui était impossible de venir en aide aux Casques bleus belges qui avaient été emmenés dans un camp militaire avant d'être abattus.

«Si on m'avait demandé l'autorisation d'envoyer un comman-



PHOTO JACQUES NADEAU

Le général Roméo Dallaire: «Si on m'avait demandé l'autorisation d'envoyer un commando pour extraire les soldats belges, j'aurais catégoriquement refusé.»

VOIR PAGE A 12:  
DALLAIRE

Conférence sur les nouvelles technologies en éducation

## Le savoir ou l'ordinateur?

«Il ne faudrait pas jeter Platon aux poubelles pour ne donner que des cours de Netscape 101»

PAUL CAUCHON  
LE DEVOIR

Québec — Les besoins sont énormes, les demandes multiples, les partenariats obligatoires, mais au delà de tous les branchements possibles sur l'autoroute de l'information, c'est le contenu des apprentissages qui demeure la priorité.

À l'occasion de la première journée de la Conférence socioéconomique sur les technologies de l'information et des communications en éducation, plusieurs participants ont rappelé qu'il ne faut pas perdre de vue ce rôle essentiel de l'enseignement, et ils ont voulu se prévenir contre toute idolâtrie devant les nouveaux outils technologiques.

«Il ne faudrait pas jeter Érasme et Platon aux poubelles pour donner uniquement des cours de Netscape 101, lance Louis-Raphaël Pelletier, porte-parole de la Fédération universitaire du Québec. Apprendre à naviguer sur un ordinateur, ça ne prend pas trois ans. Il faudrait plutôt se demander ce qu'on veut donner aux jeunes comme bagage intellectuel.»

«Et le rôle de l'école là-dedans, continue-t-il, c'est d'abord de démocratiser les nouvelles technologies.» Cette grande conférence donne l'occasion à un soixantaine de participants d'échanger sur les meilleures fa-



VOIR PAGE A 12: ORDINATEUR

INDEX

- Agenda.....B8
- Avis publics.....B9
- Classées.....B7
- Culture.....B11
- Économie.....A8
- Éditorial.....A10
- Le monde.....B6
- Mots croisés.....B9
- Les sports.....B7

MÉTÉO



Montréal  
Nuageux avec quelques flocons.  
Venteux. Max: -8



Québec  
Nuageux avec risque de neige. Max: -11

Détails en B 7

## • POLITIQUE •

Réforme constitutionnelle

# Bouchard prédit l'échec de Dion

Jonquière (PC) — Le prochain premier ministre du Québec Lucien Bouchard doute fort que le nouveau ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, réussisse là où d'autres ont failli dans leur tâche de réformer le Canada de manière à satisfaire les aspirations du Québec.

«Je crois plutôt qu'il va subir un terrible choc quand il s'apercevra lui aussi, après tant d'autres, que ses beaux efforts pour tenter de réformer le Canada au point de vue constitutionnel [et régler le problème du Québec] se heurteront à un refus du Canada [anglais], a commenté M. Bouchard dans un point de presse après avoir participé à une émission de télévision à Jonquière en fin d'après-midi, hier.

Quelques heures plus tard, le successeur désigné de Jacques Parizeau se présentait devant un milliers de militants de la circonscription de Jonquière pour y être officiellement nommé candidat du PQ en vue de l'élection complémentaire du 19 février.

Devant ses militants, des députés du Bloc et plusieurs ministres et députés pé-

quistes, M. Bouchard a affirmé que «le dossier de la souveraineté est sur la table pour toujours et il va s'épanouir un jour par sa réalisation, un jour qui n'est pas loin. Nous sommes maintenant dans le bout droit de la souveraineté».

Mais avant de songer au projet souverainiste, a-t-il rappelé, il faut d'abord tâcher de mettre de l'ordre dans les finances publiques et rencontrer l'objectif de «rétablir l'intégrité de l'Etat du Québec».

Plus tôt, au sujet de l'arrivée de Stéphane Dion et Pierre Pettigrew à Ottawa, M. Bouchard a affirmé ne pas croire que ça puisse modifier beaucoup de choses dans la dynamique Québec-Ottawa.

«Je ne pense pas que l'on va changer le message parce que l'on change le message [M. Dion], surtout que l'on connaît le message, qui ressemble étrangement à celui de M. Chrétien», a d'abord ironisé M. Bouchard. «Mais c'est son droit à M. Dion, qui est un fédéraliste de choc, comme il le dit avec beaucoup de transparence, et je ne vois pas beaucoup d'initiatives nouvelles. D'après ce que l'on m'a dit, il revient à peu près à

Meech, c'est-à-dire quelqu'un qui va essayer de nouveau là où Jean Chrétien, Guy Favreau et d'autres ont échoué à chaque fois.»

«C'est une autre tentative avortée en partant puisque l'on sait bien que Meech a été rejeté par tout le monde et il [Dion] va devoir apprendre lui aussi que les universités, c'est très important pour s'instruire, mais qu'il n'y a rien comme la vie quotidienne à Ottawa pour apprendre que c'est impossible de convaincre qui que ce soit d'aller au delà de ce qui a déjà été tenté», a ajouté M. Bouchard.

«Par contre, a-t-il dit encore, je suis un peu inquiet parce qu'il me semble que le groupe de députés du Québec a perdu un peu de poids en termes politiques avec le départ d'André Ouellet. Chacun a son opinion sur lui [André Ouellet], sur ses déclarations pittoresques, mais il avait du poids au cabinet. Je me demande si, dans les dossiers économiques où le Québec sera en cause, le Québec aura le même poids.»

M. Bouchard doit être confirmé dans ses fonctions de président du PQ demain lors d'un conseil national du parti et assermenté premier ministre du Québec lundi prochain.

## Chrétien amorce un «virage radical», selon le Bloc

MANON CORNELIER  
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le remaniement du cabinet fédéral et l'arrivée du constitutionnaliste Stéphane Dion sont la confirmation qu'Ottawa durcit le ton face au Québec, soutient le Bloc québécois.

Pour le chef conservateur Jean Charest, il s'agit plutôt d'un constat d'échec. A son avis, M. Dion veut faire prendre un «virage radical» au gouvernement Chrétien. Reste à voir s'il pourra y parvenir.

«C'est l'expression de la ligne dure plutôt que de l'ouverture à l'égard du Québec», a déclaré le chef intermédiaire du Bloc, Gilles Duceppe.

Il a rappelé que le nouveau ministre des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, avait déjà soutenu que la meilleure façon d'amener les gens à voter NON était de les faire souffrir.

M. Duceppe a aussi soutenu que M. Dion avait souvent critiqué les orientations du Parti libéral du Québec. «Il est beaucoup plus près des sensibilités de *Cité libre* que de celles de la société québécoise», a-t-il dit.

M. Charest ne partage pas cette opinion. Il se demande plutôt comment M. Dion pourra réconcilier ses vues avec celles du premier ministre.

Il a rappelé que M. Dion avait donné une conférence en novembre dernier intitulée *Explication d'une quasi-défaite*. Or, le premier ministre ne cesse de répéter depuis le 30 octobre que les fédéralistes ont gagné et qu'une victoire est une victoire.

De plus, a-t-il souligné, la déclaration faite par M. Dion en entrant au cabinet est en contradiction avec les positions traditionnelles des libéraux fédéraux, en particulier sur la décentralisation massive des pouvoirs.

M. Charest a noté que la publication de cette position à ce point-ci est une maladresse importante car elle survient avant que M. Dion ait pu en parler à ses collègues. Cette façon de faire, a-t-il fait remarquer, n'aide pas un ministre à se faire des alliés au sein d'une équipe gouvernementale et de la députation.

Mais comme M. Dion promet des changements importants, dit-il, il devrait comparaître devant le comité sénatorial sur le droit de veto et expliquer son point de vue là-dessus.

Par ailleurs, M. Duceppe a déploré le fait que les Québécois n'aient pas davantage de contrôle sur des ministères à vocation économique ni sur le domaine des communications.

Le fait que le ministre de la Défense David Collenette ait conservé son poste a surpris tous les partis. Ils ont tous rappelé que ce ministre traversait une crise de confiance à l'endroit des plus hauts échelons des forces armées, conséquence directe de l'enquête sur les incidents survenus en Somalie.

La nomination de Doug Young à la tête du ministère du Développement des ressources humaines est bien vue par les réformistes, qui voudraient une réforme de l'assurance-chômage encore plus draconienne, mais a été dénoncée par ceux qui souhaitent des assouplissements.

Selon la leader néo-démocrate Alexa McDonough, ce remaniement est la preuve que la gauche a perdu toute influence au sein du cabinet, du caucus et du Parti libéral du Canada.

Le chef conservateur ne voit pas d'un mauvais œil le choix de M. Young. Il doute par contre qu'il ait la sensibilité pour comprendre l'impact humain des réformes proposées.

Tous les partis ont applaudi le départ du ministre du Patrimoine Michel Dupuy mais le Bloc s'inquiète de l'arrivée de Sheila Copps à la tête de ce ministère. Il a rappelé que Mme Copps a soutenu durant la campagne référendaire que Radio-Canada avait le mandat de promouvoir l'unité nationale.

De son côté, la réformatrice Jane Brown s'est réjouie de la tenue de plusieurs élections partielles, y voyant une occasion de ravir au Bloc son titre d'opposition officielle.

## Le cabinet Chrétien

Ottawa (PC) — Le nouveau cabinet du premier ministre Jean Chrétien se compose comme suit:

■ Leader du gouvernement aux Communes et Solliciteur général: Herb Gray

■ Ministre des Affaires étrangères: Lloyd Axworthy

■ Ministre de la Défense et des Anciens combattants: David Collenette

■ Ministre des Transports: David Anderson

■ Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire: Ralph Goodale

■ Ministre de la Santé: David Dingwall

■ Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien: Ron Irwin

■ Leader du gouvernement au Sénat et ministre responsable de l'alphabétisation: Joyce Fairbairn

■ Vice-première ministre et ministre du Patrimoine canadien (communications et multiculturalisme): Sheila Copps

■ Ministre de l'Environnement: Sergio Marchi

■ Ministre de l'Industrie, de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec): John Manley

■ Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux: Diane Marleau

■ Ministre des Finances: Paul Martin

■ Ministre du Développement des ressources humaines (emploi et immigration): Douglas Young

■ Ministre du Commerce international: Arthur Eggleton

■ Président du Conseil du trésor et ministre responsable des infrastructures: Marcel Massé

■ Ministre des Ressources naturelles: Anne McLellan

■ Ministre de la Justice et Procureur général: Allan Rock

■ Ministre du Travail et leader adjoint du gouvernement aux Communes: Alfonso Gagliano

■ Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration: Lucienne Robillard

■ Ministre des Pêches et des Océans: Fred Milfill

■ Ministre du Revenu: Jane Stewart

■ Président du Conseil privé et ministre des Affaires intergouvernementales: Stéphane Dion

■ Ministre de la Coopération internationale et responsable de la Francophonie: Pierre Pettigrew

■ Secrétaire d'Etat (Agriculture et Agroalimentaire, Pêches et Océans): Fernand Robichaud

■ Secrétaire d'Etat (Formation et Jeunesse): Ethel Blondin-Andrew

■ Secrétaire d'Etat (Anciens combattants, Agence de promotion économique du Canada atlantique): Lawrence MacAulay

■ Secrétaire d'Etat (Amérique latine et Afrique): Christine Stewart

■ Secrétaire d'Etat (Asie-Pacifique): Raymond Chan

■ Secrétaire d'Etat (Sciences, Recherche et Développement, Diversification de l'économie de l'Ouest): Jon Gerrard

■ Secrétaire d'Etat (Institutions financières internationales): Douglas Peters

■ Secrétaire d'Etat (Bureau fédéral de développement régional — Québec): Martin Cauchon

■ Secrétaire d'Etat (Multiculturalisme, Situation de la femme): Hedy Fry

La priorité de la nouvelle ministre du Patrimoine, Sheila Copps

## Radio-Canada International vivra

PAULE DES RIVIÈRES  
LE DEVOIR

La restauration immédiate du financement de Radio-Canada International est la priorité de la nouvelle ministre du Patrimoine, Sheila Copps.

«Nous croyons qu'il s'agit là d'une voix canadienne forte à l'étranger et nous ne devons pas le [RCI] laisser mourir», a déclaré Mme Copps, hier, peu après son assermentation. «J'ai déjà parlé à Lloyd Axworthy [le ministre des Affaires étrangères] de manière à agir immédiatement», a-t-elle ajouté.

Cette nouvelle, inutile de le préciser, s'est propagée à la vitesse de l'éclair aux bureaux de RCI à Montréal, où elle a suscité un immense soulagement.

«Nous sommes très soulagés», a résumé

Diane Santerre, journaliste à RCI. Elle a ajouté que la question était maintenant de savoir de quelle restauration de financement il était question ici, celui de 1993-94 ou celui d'avant 1990, qui avait été une année de réduction de budget et de services pour RCI.

Il y a un mois et demi à peine, la direction de la SRC annonçait à ses employés atterrés que son service international devait fermer ses portes le 31 mars prochain, faute de budget. Le service dispose cette année d'un budget de 16 millions de dollars, dont huit proviennent du Secrétariat aux affaires extérieures et huit de la SRC. Les quelque 150 employés du service, dont 120 sont à Montréal, assurent la diffusion de nouvelles en provenance du Canada en huit langues et dans une foule de pays.

L'annonce de la fermeture avait suscité un véritable tollé de la part de la communauté journalistique mais également de la part de gens d'affaires, pour lesquels ce service s'est avéré un porte d'entrée dans divers pays, ainsi que de soldats à l'étranger.

L'intention de fermeture découle de la nécessité pour la SRC de réduire son budget de 350 millions (227 millions ont déjà été «ivrés»).

La nouvelle ministre ne s'est pas trop aventurée sur le terrain plus global de l'avenir de la SRC, indiquant simplement qu'elle attendait le rapport du comité Juneau, qui sera rendu public mercredi à 14h. Mme Copps a toutefois rappelé qu'elle faisait partie de l'équipe qui a décidé de réduire le financement gouvernemental à la SRC.

Avec Canadian Press

## ♦ CARRIÈRES ET PROFESSIONS ♦

### Professeurs-es réguliers-ères

Département des communications  
Relations publiques

#### SOMMAIRE DE LA FONCTION

- Enseignement et encadrement aux trois cycles, plus particulièrement au profil de relations publiques
- Recherche dans le domaine
- Services à la collectivité

#### EXIGENCES

- Maîtrise en communication ou dans un domaine connexe
- Expérience de quatre années comme conseiller-ère ou gestionnaire dans le secteur des relations publiques
- Compétence éprouvée et reconnue par le milieu dans le domaine ou dans un domaine connexe
- Doctorat en communication ou dans un domaine connexe et/ou une expérience d'enseignement serait un atout supplémentaire

Directeur : M. Enrico Carontini  
Téléphone : (514) 987-4151  
Télécopieur : (514) 987-4650  
Courriel électronique : carontini.enrico@uqam.ca

Département d'études littéraires  
(Deux postes)

Théorie littéraire  
et littérature générale

Spécialisés dans un des trois champs suivants : études féministes; psychanalyse et littérature; sociocritique et sociologie de la littérature

#### SOMMAIRE DE LA FONCTION

- Enseignement et encadrement aux trois cycles
- Recherche dans le domaine
- Services à la collectivité

#### EXIGENCES

- Doctorat en études littéraires, en sémiologie ou dans une discipline connexe
- Publications récentes importantes et pertinentes à la définition des postes
- Aptitudes pour l'administration et l'encadrement pédagogique
- Expérience d'enseignement au premier cycle et aptitude à l'enseignement aux études supérieures en théorie littéraire et en littérature générale
- Engagement dans la recherche subventionnée et/ou non subventionnée
- Connaissance de la littérature québécoise

Directrice : M<sup>me</sup> Michèle Nevert  
Téléphone : (514) 987-4288  
Télécopieur : (514) 987-8218

Envoyer le dossier de candidature, tel que demandé ci-dessous, AVANT LE 25 MARS 1996, 17 h.

Département de mathématiques  
Didactique des mathématiques

#### SOMMAIRE DE LA FONCTION

- Enseignement et encadrement aux trois cycles
- Recherche autonome et en collaboration avec ses collègues
- Services à la collectivité

#### EXIGENCES

- Doctorat (Ph.D.) en didactique des mathématiques ou dans une discipline connexe ou l'équivalent
- Bonne connaissance de l'enseignement au niveau secondaire
- Expérience pertinente d'enseignement
- Expérience de recherche solide en didactique des mathématiques

Directeur : M. Robert V. Anderson  
Téléphone : (514) 987-6104  
Télécopieur : (514) 987-8935  
Courriel électronique : anderson.robert\_v@uqam.ca

Envoyer le dossier de candidature, tel que demandé ci-dessous, en incluant également des tirés à part de publications récentes.

Département des sciences  
administratives (trois postes)  
Gestion du personnel et relations du travail

#### SOMMAIRE DE LA FONCTION

- Enseignement et encadrement aux cycles d'étude dans le domaine de la dotation; une priorité pourra être accordée aux candidatures à double profil tel que rémunération
- Recherche dans le domaine
- Services à la collectivité

Gestion de projets internationaux

#### SOMMAIRE DE LA FONCTION

- Enseignement et encadrement aux cycles d'étude en gestion de projets et/ou gestion internationale
- Recherche dans le domaine
- Services à la collectivité

Marketing

#### SOMMAIRE DE LA FONCTION

- Enseignement et encadrement aux cycles d'étude en marketing de services, qualité des services, management en marketing et méthodologie de la recherche
- Recherche dans le domaine
- Services à la collectivité

#### EXIGENCES (POUR LES TROIS POSTES)

- Doctorat dans la discipline ou dans une discipline connexe
- Expérience pertinente en recherche et potentiel de chercheur-euse
- Polyvalence des enseignements et capacité de s'intégrer dans une équipe déjà constituée

Directrice : M<sup>me</sup> Danielle Desbiens  
Téléphone : (514) 987-3781  
Télécopieur : (514) 987-4113  
Courriel électronique : desbiens.danielle@uqam.ca

Département des sciences biologiques  
Gestion intégrée des ressources  
biologiques — aménagement des grands  
mammifères

#### SOMMAIRE DE LA FONCTION

- Enseignement et encadrement aux trois cycles
- Réalisation de projets de recherche
- Services à la collectivité

#### EXIGENCES

- Doctorat en écologie ou gestion intégrée des ressources biologiques ou dans une discipline connexe
- Expérience de recherche en gestion intégrée des ressources, de préférence en gestion ou écologie des grands mammifères
- Capacité de recherche et aptitude pour entreprendre des l'embauche un programme de recherche
- Capacité d'enseigner des cours parmi la liste suivante : aménagement, écologie générale, écologie animale, mammalogie et écosystèmes

Directrice : M<sup>me</sup> Hélène Dubeau  
Téléphone : (514) 987-8415  
Télécopieur : (514) 987-4647  
Courriel électronique : dubeau.helene@uqam.ca

Envoyer le dossier de candidature, tel que demandé ci-dessous, AVANT LE 25 MARS 1996, 17 h.

Pour tous ces postes, la maîtrise du français parlé et écrit est essentielle.

DATE D'ENTRÉE EN FONCTION : 1<sup>er</sup> juin 1996

TRAITEMENT : Selon la convention collective SPUQ-UQAM

L'Université a adopté un programme d'accès à l'égalité en emploi pour les professeurs et un programme d'équité en emploi pour les femmes, les membres des minorités visibles, les autochtones et les personnes handicapées. Conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, ces postes s'adressent aux citoyens-nes canadiens-nes et aux résidents-es permanents-es.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir un curriculum vitae détaillé en français, daté et signé, incluant trois lettres de recommandation, AVANT LE 1<sup>er</sup> AVRIL 1996, 17 h (à moins d'indication contraire), à la directrice ou au directeur du département approprié, à l'adresse suivante : UQAM, C.P. 8888, succursale Centre-Ville, Montréal (Québec) H3C 3P8.

L'UQAM  
une force  
novatrice

Université  
du Québec  
à Montréal

CONCEPTEUR  
INFOGRAPHISTE

**FUSION**  
CONCEPT-LITHO

- Performant avec les logiciels d'infographie et de pré-impression.
- Esprit créatif, personne autonome avec minimum 5 ans d'expérience.

S.v.p. transmettre votre c.v. par télécopieur au 866-7121 à l'attention de Denise Lacombe

## • POLITIQUE •

Remaniement du cabinet Chrétien

### Sur la côte Ouest, on est vexé

Ottawa (PC) — Le premier ministre Jean Chrétien a renforcé son cabinet en pensant tout particulièrement à l'unité nationale et au Québec, mais ça ne lui a pas rapporté beaucoup sur la côte Ouest.

Le premier ministre de la Colombie-Britannique, Mike Harcourt, a soutenu que M. Chrétien avait insulté sa province en nommant hier le Terre-Neuvien Fred Mifflin au poste de ministre des Pêches pour succéder à l'ancien ministre Brian Tobin, un autre Terre-Neuvien.

La promotion du ministre manitobain Lloyd Axworthy, qui passe des Ressources humaines aux Affaires étrangères, a valu quelques éloges au premier ministre, tout comme la décision de maintenir à sa place le ministre de l'Agriculture Ralph Goodale.

On s'attendait à ce que ce soit au tour de la Colombie-Britannique de fournir un ministre des Pêches et M.

Harcourt était déçu par la nomination de M. Mifflin. «Je crois que c'est très malheureux qu'un député libéral d'arrière-banc de Terre-Neuve ait été nommé pour diriger une pêche non existante dans l'Est canadien», a déclaré M. Harcourt.

M. Tobin avait été accusé de consacrer trop d'énergie à la pêche de l'Atlantique au détriment de la pêche du Pacifique.

M. Chrétien n'a pas essayé de renforcer la représentation au sein du cabinet de la Colombie-Britannique, une province qui avait été vexée l'année dernière quand on ne lui avait pas accordé un veto provincial complet en matière de changements constitutionnels.

David Anderson, le seul membre du cabinet originaire de la Colombie-Britannique, a eu droit à une petite promotion, passant du Revenu aux Transports.

Comité sénatorial sur les droits de veto régionaux

### Ryan invite les libéraux fédéraux à un mea-culpa

Il rappelle que les troupes de Chrétien ont nettement sous-estimé le problème québécois

MANON CORNELIER  
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Les libéraux fédéraux devraient faire preuve de plus d'humilité lorsqu'ils abordent le dossier québécois et reconnaître qu'ils ont sous-estimé l'ampleur du problème, estime l'ancien ministre québécois Claude Ryan.

«Il faut que le gouvernement fédéral arrête de dire aux autres provinces qu'il n'y a pas de problème au Québec, que ces extrémistes, on va en venir à bout, ne vous inquiétez pas. Il faut qu'il leur dise: Il y a un problème, on ne l'avait pas vu mais il est plus gros qu'on pensait», a déclaré M. Ryan lors de son passage devant le comité sénatorial qui étudie le projet de loi sur les veto régionaux.

Chef du Parti libéral du Québec au moment du référendum de 1980, M. Ryan a invité les troupes de Jean Chrétien à reconnaître la réalité.

«[Les libéraux] ont l'air d'oublier que cela fait trois élections de suite que le Parti libéral perd au Québec. En 1984, 1988 et 1993. S'il y en avait une demain matin, je ne pense pas qu'ils s'attendraient à avoir une majorité des sièges. Ça doit signifier quelque chose», a-t-il relevé.

Dans ce contexte, dit-il, les libéraux devraient faire preuve de cette «humilité qui incite à chercher des solutions au lieu de condamner, de calculer, de faire toutes sortes de schémas à courte vue qui n'aboutissent à rien. Si on adoptait une attitude plus noble et plus élevée, avec un peu d'humilité et, en même temps, une certaine audace et du courage,

je crois qu'on pourrait nettoyer pas mal de choses dans ce pays.»

M. Ryan n'a quand même pas donné une mauvaise note aux initiatives prises jusqu'à présent par le gouvernement Chrétien, en particulier le projet de loi C-110 sur les veto régionaux et la résolution de la Chambre des communes reconnaissant le caractère distinct du Québec.

Ottawa doit faire plus

Selon l'ancien directeur du Devoir, le projet C-110 offre au Québec une protection à court terme contre des changements constitutionnels indésirables. Cependant, avertit l'ancien ministre, il faut qu'Ottawa fasse davantage.

«Si le gouvernement fédéral croit pouvoir renforcer l'adhésion de la population québécoise au fédéralisme

canadien en se bornant à des mesures aussi limitées que la résolution sur la société distincte et le projet de loi C-110, il se trompe grandement. Il induit le reste du Canada en erreur en cherchant à lui vendre cette impression», a-t-il dit sans ambages.

Pour trouver une réponse durable, Ottawa n'a pas le choix, il doit accepter de se lancer à la recherche «de solutions d'ordre constitutionnel embrassant la société distincte, la formule d'amendement et un certain nombre d'autres sujets, notamment le pouvoir de dépenser et le partage des compétences législatives et administratives», a-t-il insisté.

Pour le moment, M. Ryan est prêt à appuyer le projet de loi C-110, mais seulement si ce dernier est amendé.

## • CARRIÈRES ET PROFESSIONS •



Fédération des coopératives  
québécoises en milieu scolaire

La Fédération des coopératives québécoises en milieu scolaire, organisme regroupant soixante coopératives principalement en milieux collégial et universitaire oeuvrant, entre autres, dans les domaines du livre, de la papeterie et de l'informatique et ayant un volume de ventes consolidées de soixante-dix millions de dollars, est à la recherche d'un(e):

**CONSEILLER(ÈRE) EN GESTION**  
(Région de Montréal)

NATURE DU POSTE:

Sous l'autorité du coordonnateur des conseillers en gestion et en conformité avec les politiques en vigueur, le(la) conseiller(ère) en gestion est appelé(e) à collaborer à l'ensemble des activités de gestion, de développement et de formation des coopératives relevant de sa juridiction. Le(la) conseiller(ère) devra de plus participer aux activités de coordination du réseau.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- Détenir un diplôme universitaire de premier cycle en administration ou dans un domaine connexe;
- Posséder un minimum de cinq (5) ans d'expérience pertinente dans la gestion d'un commerce de détail et des ressources humaines;
- Posséder une expérience de travail avec un conseil d'administration;
- Posséder des habiletés nécessaires pour la dispense de sessions de formation et une facilité de communication;
- Être disposé(e) à se déplacer régulièrement sur le territoire du Québec;
- Connaître l'anglais et le milieu coopératif seraient des atouts très importants.

RÉMUNÉRATION:

La rémunération est fixée selon l'échelle salariale en vigueur à la F.C.Q.M.S.

Faites parvenir votre curriculum vitae, avant le 2 février 1996, à:

Comité de sélection - F.C.Q.M.S.  
780, de Brabant  
Sainte-Foy (Québec)  
G1X 3V9  
À l'attention du coordonnateur des conseillers en gestion

### Festival International de Nouvelle danse

**DIRECTEUR (DIRECTRICE)  
DES COMMUNICATIONS**

Le Festival international de nouvelle danse est un organisme qui œuvre à la promotion et à la diffusion de la nouvelle danse sur le plan national et international. Nous sommes à la recherche d'une personne qui puisse participer au développement stratégique et organisationnel de l'organisme.

DÉFINITION DE TÂCHES:

- Tout en travaillant en étroite collaboration avec la direction:
- > concevoir et mettre en œuvre un plan de communications et de mise en marché
- > effectuer la planification et le contrôle budgétaires
- > effectuer des relations de presse
- > rédiger et produire les outils promotionnels
- > initier des projets de mise en marché
- > superviser la gestion d'abonnements
- > coordonner le travail des employés et contractuels responsables de la promotion, la commercialisation, la billetterie, et l'accueil.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- > soit un baccalauréat universitaire en communications accompagné d'une connaissance du milieu des arts
- > soit un baccalauréat universitaire dans une discipline reliée aux arts
- > une expérience administrative et communicationnelle de 5 ans et plus
- > connaissance parlée et écrite du français et de l'anglais.

Les personnes intéressées doivent postuler au plus tard le 9 février 1996 et être disponible à partir du 1<sup>er</sup> avril. Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae et une lettre d'intention à:

FESTIVAL INTERNATIONAL DE NOUVELLE DANSE  
4060, boul. Saint-Laurent, bureau 204, Montréal (Québec) H2W 1Y9  
Par la poste ou par télécopieur seulement: (514) 287-7146



Toronto • Canada

**COLLÈGE UNIVERSITAIRE GLENDON**  
**Programme d'études des femmes**

Le programme d'études des femmes et le département de sociologie du Collège universitaire Glendon de l'Université York sollicitent des candidatures pour un poste pouvant conduire à la permanence, au rang de professeur adjoint avec double affiliation en études des femmes et sociologie. Les candidates et candidats doivent détenir un doctorat dans les études des femmes, sociologie ou une discipline connexe avec une spécialisation dans les questions contemporaines des femmes dans le contexte canadien.

La personne sélectionnée doit avoir enseigné des cours d'introduction aux études des femmes et être capable d'enseigner des cours sur la théorie et la méthodologie féministes en plus des cours de sociologie ou reliés à la sociologie. Elle sera appelée à enseigner des cours diffusés sur le réseau d'enseignement à distance. L'essentiel de son enseignement se fera en français. Elle devra pouvoir enseigner et effectuer des recherches en français et en anglais. Ses fonctions principales seront l'enseignement au niveau du 1<sup>er</sup> cycle et, éventuellement des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles, la recherche, le développement des liens avec la communauté francophone féministe et les services à l'Université. La préférence sera accordée à la personne disposant d'une bonne expérience de l'enseignement, d'un dossier de publications universitaires, d'un programme de recherche déjà établi et du potentiel nécessaire pour enseigner au niveau des études supérieures. Le salaire offert est lié aux dispositions de la convention collective et à l'expérience acquise.

Les candidates et candidats sont priés d'envoyer une lettre de candidature, leur curriculum vitae et le nom de trois répondants à Madame Bettina Bradbury, Co-ordonnatrice, Programme d'études des femmes, Collège universitaire Glendon, Université York, 2275 avenue Bayview, Toronto, Ontario M4N 3M6. Adresse électronique: Womenst@Erda.Glendon.Yorku.CA. Télécopieur: (416) 487-6728. Date d'entrée en fonction: 1<sup>er</sup> juillet 1996. Date limite de candidature: 15 mars 1996.

Conformément aux exigences d'Immigration Canada, cette annonce s'adresse aux citoyens canadiens et résidents permanents. L'Université York applique une politique d'équité en matière d'emploi et encourage les candidatures de professeurs.

### RECTEUR OU RECTRICE

Appel de candidatures

Le poste de recteur ou de rectrice de l'Université du Québec à Montréal est devenu vacant le 8 janvier 1996. Conformément à l'article 40.2 de la Loi sur l'Université du Québec, le Conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal doit formuler une recommandation au gouvernement en vue de la nomination du recteur ou de la rectrice. À cet effet, le comité de sélection procède à un appel de candidatures. Il effectuera éventuellement une consultation auprès de la communauté universitaire à partir d'une liste de noms de personnes et de groupes retenus à cette fin.

L'ÉTABLISSEMENT

L'Université du Québec à Montréal, créée en 1969, est une université associée de l'Université du Québec. Elle compte plus de 37 000 étudiants à temps complet et à temps partiel, environ 4 000 employés dont plus de 1 000 professeurs et 1 500 chargés de cours. Elle offre plus de 180 programmes (dont 51 aux niveaux de la maîtrise et du doctorat) dans les secteurs suivants: sciences humaines, sciences de la gestion, sciences de l'éducation, sciences, arts ainsi que lettres et communications. L'Université du Québec à Montréal dispose d'un budget total de 280 millions de dollars. Ses professeurs reçoivent des subventions et contrats de recherche de l'ordre de 30 millions de dollars.

LA FONCTION

Le recteur ou la rectrice est le premier dirigeant de l'établissement. Cette personne est membre du Conseil d'administration et préside le Comité exécutif et la Commission des études. Elle siège à l'Assemblée des gouverneurs et à la Commission de planification de l'Université du Québec. Elle dirige une équipe de cadres supérieurs qui la seconde dans ses responsabilités reliées à la réalisation de la mission de l'établissement et à l'administration de l'Université.

L'APPEL DE CANDIDATURES

Les personnes intéressées qui désirent des renseignements additionnels sur le poste, la procédure de désignation et les conditions générales d'emploi, peuvent s'adresser confidentiellement au secrétaire général au (514) 987-3071.

Toute personne désirant poser sa candidature doit se procurer auprès du secrétaire général le formulaire prévu à cette fin et le retourner avant 17 heures le 16 février 1996, date limite de mise en candidature, à l'adresse suivante: Jacques Durocher, secrétaire général, Université du Québec à Montréal, 1430, rue Saint-Denis, bureau D-4600, C.P. 8888, succursale Centre-Ville, Montréal (Québec) H3C 3P8.

L'UQAM  
une force  
novatrice

Université  
du Québec  
à Montréal

### Vice-recteur ou vice-rectrice aux relations institutionnelles

L'Université Concordia est à la recherche d'un vice-recteur ou d'une vice-rectrice aux relations institutionnelles. Ce poste est normalement assorti d'un mandat de cinq ans, renouvelable à la suite d'un exercice ouvert de sélection. Le ou la titulaire devra entrer en fonction le plus tôt possible.

L'Université vient de redéfinir les responsabilités liées à ce poste, qui comprennent notamment: l'intensification des relations avec les diplômés-es et l'accroissement des activités de collecte de fonds; le raffermissement des liens avec les gouvernements et les autres universités québécoises; la gestion des ressources humaines dans le cadre d'un milieu de travail syndiqué, dans un contexte financier très difficile. La personne

titulaire est également responsable du Service communications/marketing et du Service des relations publiques.

Les candidats et candidates doivent: avoir les états de service universitaires requis et l'expérience de l'administration universitaire à un poste supérieur; pouvoir être un porte-parole éloquent et convaincant de l'Université dans ses relations avec divers organismes externes; faire la preuve qu'ils sont aptes à gérer efficacement les ressources humaines dans le cadre d'un milieu de travail syndiqué; être en mesure de gérer les activités de collecte de fonds. Il est essentiel de posséder la maîtrise de l'anglais et du français.

Prière d'envoyer les offres de services et les mises en nomination, accompagnées de

renseignements biographiques, au plus tard le 15 février 1996 à:

Nicole Fauré,  
La Société Caldwell  
Amrop Internationale  
1840 ouest, rue Sherbrooke  
Montréal, Québec  
H3H 1E4

Conformément aux exigences canadiennes en matière d'immigration, cette annonce s'adresse aux citoyens canadiens et aux résidents permanents.

L'Université Concordia souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage les candidatures provenant des femmes, des autochtones, des minorités et des personnes handicapées.

UNIVERSITÉ  
Concordia

ON VOUS PRÉPARE POUR LE MONDE

Pour réservation publicitaire,  
composez 985-3316  
ou  
1-800-363-0305  
télécopieur 985-3390

CARRIÈRES  
&  
PROFESSIONS

LES SPORTS

Internationaux de tennis d'Australie

# Seles miraculée de Melbourne

Lareau en finale du double; Robichaud en demi-finale du double juniors

Melbourne (AFP et PC) — L'Américaine Monica Seles (n° 1), qui en a déjà gagné trois, participera demain à sa quatrième finale des Internationaux d'Australie de tennis. Mais elle peut remercier le ciel d'avoir sauvé sa peau en demi-finale, face à sa compatriote Chanda Rubin (n° 13), qu'elle a très difficilement battue 6-7 (2/7), 6-1, 7-5, en 1 heure 57 minutes.

Menée 2-0 dans le premier set, Rubin refit aussitôt son retard. À 5-4 en sa faveur, deux balles de Seles sortirent après des échanges prolongés. Elles ne provoquèrent pourtant aucune réaction du juge de ligne. Alors qu'elles auraient pu conduire au gain du set pour Rubin, Seles obtint une égalisation qui se prolongea dans les deux jeux suivants, les joueuses perdant chacune son dernier service.

Dans le jeu décisif, Rubin obligea si bien Seles à courir et à se baisser sur des balles coupées, qu'elle mena 4-2. Puis 6-2 après une double faute de la n° 1 mondiale, apparemment fatiguée, et un as de sa part. La dernière

re balle de Seles sortit largement.

Le tournant de la deuxième manche se situa dans le troisième jeu, alors que Seles, qui était au service, menait 2-0. Ayant eu des difficultés à soutenir le rythme que lui avait imposé sa jeune adversaire dans le jeu décisif, l'ex-Yougoslave avait rapidement récupéré. Rubin obtenait une occasion de ravir le service adverse, quand Seles mit une troisième balle en dehors des limites du court sans que le juge de ligne bronche.

Alors, la petite Chanda se fâcha et jeta sa raquette. Elle mit ensuite toute son énergie dans une étincelante volée basse pour obtenir une deuxième balle de bris qu'elle exploita avec un retour rageur. Prié d'aller nettoyer ses lunettes ailleurs, le juge fut remplacé. Mais l'épisode avait joint sur l'influx nerveux de Rubin, qui ne put que laisser filer ce deuxième set.

Dans l'autre demi-finale, totalement inédite dans la mesure où les deux adversaires se rencontraient pour la première fois et accédaient pour la première fois à ce stade de la compétition, la puissance de l'Alle-

mande Anke Huber (1,73 m et 60 kg) a fini par emporter la petite Sud-Africaine Amanda Coetzer (1,57 m et 44 kg), battue 4-6, 6-4 et 6-2 malgré toute sa vaillance.

Première pour Lareau

Par ailleurs, Sébastien Lareau et son coéquipier Alex O'Brien ont accédé, hier, à la finale du double masculin des Internationaux d'Australie. Lareau et l'Américain O'Brien ont dû revenir de l'arrière pour battre le Français Guy Forget et le Suisse Jakob Hlasek en cinq sets 6-3, 5-7, 3-6, 6-2 et 6-4.

«Nous avons joué un super bon match. Ce fut une grosse bataille au plan psychologique», a déclaré Lareau, de Boucherville.

«Nous avons connu un bon départ en remportant facilement le premier set, puis nous avons raté quelques chances quand le pointage était à égalité 4-4 dans le deuxième set. Nous l'avons échappé avant d'être déclassés dans le troisième set», a-t-il expliqué.

«À ce moment, nous étions démo-

ralisés parce que nous savions que tout n'allait pas si mal. Nous nous sommes rapabonnés dans le quatrième set. Nous avons bien retourné les balles et notre domination fut sans équivoque.»

«En avant 5-3 dans le dernier set, ils ont brisé notre service mais nous ne nous sommes pas laissés abattre.»

C'est la deuxième fois de suite que le Canada sera représenté en finale du double masculin. L'an dernier, le Torontois Daniel Nestor et son partenaire Mark Knowles, des Bahamas, s'étaient toutefois inclinés contre les Américains Jared Palmer et Richey Reneberg.

Lareau et O'Brien affronteront en finale Stefan Edberg et Petr Korda, vainqueurs de Patrick Galbraith et André Olhovskiy 6-2, 7-6 (7/2) et 6-3.

Enfin, en double juniors garçons, le Québécois Jocelyn Robichaud, associé à l'Italien Daniele Braccialo, est passé en demi-finale de sa catégorie après que le duo ait maîtrisé la paire sud-coréenne Kim Dong-Hyun-Lee Seung-Hoon en deux manches de 6-3 et 6-2.

Canadien 6, Panthers 2

# Grâce à Rucinsky

GUY ROBILLARD PRESSE CANADIENNE

Miami (PC) — Les unités spéciales gagnent ou perdent souvent des matchs, se plait à répéter Mario Tremblay, et on en a eu une autre preuve hier lorsque le Canadien a surpris les Panthers de la Floride 6-2, propulsés par trois buts de Martin Rucinsky, son premier truc du chapeau en carrière, et une superbe performance de Vincent Damphousse.

Celui-ci a réussi son 20<sup>e</sup> but de la saison, son 14<sup>e</sup> à l'extérieur du Forum, et ajouté trois passes.

Rucinsky a réussi ses deux premiers buts en supériorité numérique, permettant ainsi au Canadien de mettre fin à une séquence de 0-en-15 contre la meilleure équipe de la Ligue nationale en désavantage numérique à domicile. Mark Recchi a réussi le troisième but à quatre contre quatre et Damphousse, le quatrième, en désavantage numérique cette fois, chassant par le fait même John Vanbiesbrouck, qui a concédé quatre buts sur seulement 10 lancers.

Rucinsky compte maintenant neuf buts en 23 rencontres avec le Canadien, et 13 en tout, lui qui a toujours dit qu'il trouverait le fond du filet si on l'utilisait régulièrement en compagnie de bons joueurs offensifs.

Tous ses buts ont été réussis alors qu'il prenait place en plein devant le

filet, à l'aide de deux belles passes de Damphousse, et d'une troisième de Turgeon, qui a offert une autre solide performance, complétant sa soirée de travail avec un but et deux passes.

Par cette victoire, le Canadien a atteint la moyenne de .500 sur la route (12-12-1), et il ne lui reste plus qu'à apprendre à gagner au Forum, ce qu'il n'a pas encore fait en cinq matchs en 1996. Il reçoit les Jets de Winnipeg demain après-midi à 13h30.

La victoire était la deuxième seulement du Canadien en Floride (2-8-3), chaque fois à Miami (2-2-2).

Sans lui enlever de mérite, le Canadien attendait les Panthers au chaud depuis mardi, tandis que ces derniers en étaient à un troisième match en quatre soirs.

Rob Niedermayer a réussi les deux buts des perdants, chaque fois en avantage numérique. Jocelyn Thibault a été solide, surtout à la première période quand on a eu besoin de lui.

Mario Tremblay a changé ses duos de défenseurs en cours de deuxième période, déplaçant Stéphane Quintal, qui en arrachait, à la gauche de Lyle Odelein et Rory Fitzpatrick à la droite de Vladimir Malakhov.

Le match a été disputé devant des milliers de sièges vides. Les trois étoiles ont été Damphousse, Rucinsky et Turgeon.

HOCKEY

LIGUE NATIONALE

Mercredi		Les meneurs			
		(Parties d'hier non comprises)			
		B	P	Pts	
Pittsburgh 4	Ottawa 3	Lemieux, Pit	42	62	104
Chicago 2	Toronto 2	Jagr, Pit	40	54	94
Philadelphie 4	Rangers 4	Francis, Pit	21	59	80
San Jose 2	Detroit 4	Messier, Ran	34	37	71
Hartford 2	Buffalo 4	Sakic, Col	30	37	67
St. Louis 6	Winnipeg 5	Selanne, Win	24	43	67
Islanders 1	Calgary 4	Gretzky, LA	13	54	67
Dallas 5	Edmonton 3	Forsberg, Col	16	50	66
Anaheim 2	Vancouver 1 (P)	Verbeek, Ran	33	32	65
<b>Hier</b>		Weight, Edm	17	47	64
Los Angeles 2	Hartford 8	Mogilny, Van	37	25	62
Tampa Bay 3	Boston 4	Lindros, Phi	28	34	62
Detroit 4	Ottawa 2	Sandstrom, Pit	33	27	60
Washington 1	New Jersey 3	Flury, Cal	24	34	58
Montréal 6	Floride 2	Kariya, Ana	25	31	56
San Jose 4	Chicago	LeClair, Phi	26	28	54
Vancouver 4	Colorado	Brind'Amour, Phi	14	40	54
<b>Ce soir</b>		Leitch, Ran	9	45	54
Buffalo 4	Washington	Kachuk, Win	28	25	53
Dallas 4	Calgary				
Islanders 4	Edmonton				

CONFÉRENCE DE L'EST

Section Nord-Est							
	MJ	G	P	NP	BC	P	
Pittsburgh	47	30	14	3	229	158	63
Montréal	46	21	19	6	140	144	48
Boston	43	19	18	6	155	159	44
Buffalo	45	19	23	3	133	147	41
Hartford	46	17	24	5	120	142	39
Ottawa	45	8	36	1	103	184	17

CONFÉRENCE DE L'OUEST

Section Centrale							
	MJ	G	P	NP	BC	P	
Detroit	45	33	9	3	168	97	69
Chicago	49	24	15	10	165	135	58
Toronto	47	22	17	8	147	137	52
St. Louis	46	19	19	8	125	129	46
Winnipeg	47	20	23	4	169	174	44
Dallas	46	13	23	10	127	162	36

Section Atlantique

Rangers	49	29	11	9	182	135	67
Floride	46	29	12	5	164	121	63
Philadelphie	47	24	12	11	163	119	59
Washington	45	21	19	5	127	117	47
Tampa Bay	45	20	18	7	135	151	47
New Jersey	46	20	22	4	119	116	44
Islanders	45	12	25	8	129	169	32

Section Pacifique

Colorado	47	25	14	8	183	133	58
Vancouver	46	16	19	11	168	159	43
Calgary	48	17	22	9	142	151	43
Los Angeles	48	16	21	11	160	161	43
Edmonton	47	17	24	6	129	182	40
Anaheim	48	17	26	5	135	161	39
San Jose	47	10	33	4	143	215	24

Saison 1996 de Formule 1

# Hill a tous les atouts

Travail intensif

Didcot (AFP) — L'Anglais Damon Hill (Williams-Renault) aura tous les atouts en main pour devenir cette saison champion du monde de F1, après avoir été battu en 1994 et 1995 par l'Allemand Michael Schumacher, ont estimé hier Frank Williams, «patron» de l'écurie qui porte son nom, et Patrick Head, son directeur technique.

«Il sera le principal favori pour le titre mondial, a déclaré Patrick Head, co-propriétaire de l'écurie Williams-Renault. Jamais il n'aura été placé dans des conditions aussi favorables.»

«Pendant deux saisons, il a été presque le seul à donner la réplique à Schumacher», a ajouté Head. Mais cette année, le pilote allemand, qui a quitté Benetton-Renault pour Ferrari, sera probablement «handicapé en raison de la nouveauté du V10 dont disposera sa monoplace, car il serait surpris par un moteur entièrement nouveau fasse d'embellie jeu égal avec les meilleurs.»

Head s'est déclaré confiant dans les capacités du coéquipier de Hill, le Canadien Jacques Villeneuve. Il serait étonnant, a-t-il estimé, que le champion IndyCar en titre ne remporte pas un Grand Prix en 1996.

De son côté, Frank Williams a affirmé que Hill «est très motivé» depuis sa victoire dans le dernier GP de la saison 1995 (le 12 novembre à Adelaïde) et qu'il travaille «très intensément sa forme physique.»

«Il a pris conscience de tout ce que Michael Schumacher s'impose dans ce domaine et il a l'intention de faire plus encore afin d'être le pilote le mieux préparé physiquement», a ajouté Williams.

Par ailleurs, Patrick Head a révélé que les mécaniciens de l'écurie Williams-Renault s'entraînaient beaucoup aux ravitaillements, l'un des points faibles de l'écurie la saison dernière.

Par ailleurs, Patrick Head a également fait quelques reproches à Damon Hill, pas assez incisif, à ses yeux, lors des dépassements et trop brouillon lors des arrêts au stand.

Enfin, il a souligné que la Williams-Renault FW18 serait une «évolution» de la voiture 1995. «Pas question de révolution dans ce domaine», a-t-il affirmé. La monoplace devrait effectuer ses premiers tours de roues avant la mi-février sur le circuit portugais d'Estoril.

Le premier Grand Prix 1996 est prévu à Melbourne le 10 mars.

# Stevens pour Tocchet

Échange Bruins-Kings dans la LNH

Inglewood, Californie (AP) — Les Kings de Los Angeles, qui connaissent une période sombre, ont ajouté un peu de punch à leur attaque hier en faisant l'acquisition de l'ailier gauche Kevin Stevens, des Bruins de Boston, en retour de l'ailier droit Rick Tocchet.

Cette transaction survient neuf jours après que l'agent de Wayne Gretzky, Michael Barnett, eut rencontré les dirigeants des Kings pour discuter de l'échange possible du meilleur marqueur de l'histoire ou de la façon dont les Kings allaient s'y prendre pour améliorer leur formation. Gretzky deviendra joueur autonome sans compensation à la fin de la présente saison.

Stevens, 30 ans, a passé plus de sept saisons avec les Penguins de Pittsburgh (de 1987 à 1995), obtenant 251 buts et 276 passes. Joueur important dans la conquête de la coupe Stanley en 1991 et 1992, le gros ailier de six pieds, trois pouces, 217 livres, a été choisi trois fois au sein des équipes d'étoiles.

Stevens s'était joint aux Bruins en même temps que Shawn McEachern dans l'échange qui a envoyé Bryan Smolinski, Glen Murray et un choix de troisième ronde en 1996 aux Penguins en août dernier. En 41 matchs cette saison avec les Bruins,

Stevens a 10 buts et 13 passes.

À ses cinq dernières saisons avec les Penguins, Stevens a récolté 40, 54, 55, 41 et 15 buts. Il avait été à l'origine un choix de sixième ronde des Kings en 1983, mais il a été échangé à Pittsburgh avant de disputer un seul match à Los Angeles.

«Nous sommes très heureux d'avoir pu mettre la main sur un des meilleurs ailiers de la Ligue nationale, a dit le directeur général Sam McMaster. Ce ne fut pas une décision facile pourtant puisque Rick Tocchet était un membre important de notre formation.»

L'entraîneur Larry Robinson a déclaré: «Nous venons de mettre la main sur un bon ailier gauche. Il n'a jamais eu peur de foncer au filet et il nous aidera beaucoup en supériorité numérique.»

Tocchet, 31 ans, était passé aux Kings des Penguins en juillet 1994 en retour de l'ailier gauche Luke Robitaille.

Tocchet a passé plus de sept saisons avec les Flyers de Philadelphie. Il a cependant connu sa meilleure saison dans l'uniforme des Penguins en 1992-93 quand il a marqué 48 buts et fourni 61 passes.

En 44 matchs pour les Kings cette saison, Tocchet a 13 buts et 23 passes.

TÉL.: 985-3344

# ANNONCES CLASSÉES

FAX: 985-3340

## I · N · D · E · X

REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

## LES ANNONCES CLASSÉES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 16H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3344  
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit

### 100 VISITES LIBRES

AHUNTSIC - 8786 ANDRÉ GRASSET. Dimanche 14h à 16h. 4 1/2 mezzanine, terrasse, stat. 95.500\$. 376-7938.

### 101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

C.D.N. près U. de M. Cottage 9 pièces, chauffé au gaz naturel. Garage, terrain. Propriétaire: 731-4610.

### 103 CONDOMINIUMS CO-PROPRIÉTÉS

SANCTUAIRE DU MONT-ROYAL. Propriétaire vend magnifique condo 14e étage - 3 s.c. avec chacune sa salle de bain. 2146 p.c. - Vue panoramique - très ensoleillé. Possibilité 3 stat. intérieurs. 733-4749 après 19h00.

### 115 EXTÉRIEUR DE MONTRÉAL

ST-DONAT. A vendre ou à louer. Près Lac Archambault, maison meublée, 2 étages, 3 c.c., terrasse. Vue magnifique. (514)438-7493, 594-4331.

### 125 HORS-FRONTIÈRES

FLORIDE, BOCA RATON. 2 c.c., 2 s/b. Condo sur Intracoastal. Équipé à neuf, planchers céramique dans cuis. & s/b., portes françaises. Quali dispon., plage privée sur océan. 89.900\$. (407)367-8415.

### 160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

A ROSEMONT. 2 1/2, 3 1/2 chauffés, éclairés. Poêle, frigo. 729-2431, 521-2624, 729-7326.

### 170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER

BOURGOGNE (France). Petite maison au cœur du vignoble. 400\$/semaine. (418)683-8205 (jour), 527-3607 (soir).

### 160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

«La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.»

### 165 PROPRIÉTÉS À LOUER

OUTREMONT ADJ. Superbe 5 1/2, haut de cotege, près Sanctuaire, très éclairé, lav./séch., terrasse privée sur le toit. 1135\$. Libre. 278-3850.

### 170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER

OUTREMONT. 50 Willowdale, 3 1/2, 4 1/2, ascenseurs, chauffé. 849-7061.

### 170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER

RIVIERE-DES-PRAIRIES. Séjour tranquille, cottage neuf, 2 étages, 3 c.c., 2 s/bains, poêle-frigo, alarme, asp. central. 648-5504.

### 170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER

PARIS, BANLIEUE OUEST. Vignettes. Poisy 2 c.c., 4 mois. Renc. 932-1630.

### 170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER

LECLAIRE & NOTRE-DAME 7 1/2, 2e, 590\$ (non-chauffé) 722-1717 ou 642-9409

### 170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER

MÉTRO COLLEGE. 3 1/2, r.-de-c., chauffé, usage exclusif cou arrière, poêle-frigo, lav.-vaiss., 595\$. 389-4963

### 160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

«La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.»

### 165 PROPRIÉTÉS À LOUER

OUTREMONT ADJ. Superbe 5 1/2, haut de cotege, près Sanctuaire, très éclairé, lav./séch., terrasse privée sur le toit. 1135\$. Libre. 278-3850.